

Délibération n°2022\_09\_29\_17

Objet : Majoration de la part communale due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU JEUDI 29 SEPTEMBRE 2022**

L'an deux mille vingt deux, le vingt neuf septembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 23 septembre 2022, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 23**

**Nombre de membres représentés : 5**

**Secrétaire de séance : Laurie BELTRA**

**Présents :**

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Brigitte RODRIGUEZ - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Muriel POUJOL - Patrick PASQUIER - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

**Absents représentés :**

Jocelyne TAVERNE pouvoir à Françoise BERTOUY - Jean-Marc MALEK pouvoir à Maryline BENEDETTI - Patricia NIVASSE pouvoir à Brigitte RODRIGUEZ - Julien RODIER pouvoir à Mario MARCOU - Laurent CHAMARD-BOIS pouvoir à Philippe CATTIN-VIDAL

**Absent excusé :**

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

---

**Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte:**

L'article 1407 ter du Code Général des Impôts permet au conseil municipal de majorer d'un pourcentage compris entre 5% et 60% la part communale de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale.

Cette majoration est applicable aux communes situées dans des zones urbaines présentant un fort déséquilibre entre l'offre et la demande de logements.

L'objectif de ce dispositif fiscal est d'inciter les propriétaires à remettre sur le marché des biens non affectés à la résidence principale, dans des zones présentant de sérieuses difficultés d'accès au logement.

Des dégrèvements sont néanmoins prévus pour les propriétaires de résidences secondaires dans les conditions suivantes :

- les personnes contraintes de résider dans un lieu distinct de celui de leur habitation principale pour le logement situé à proximité du lieu où elles exercent leur activité professionnelle ;
- les personnes dont le logement constituait la résidence principale avant qu'elles ne soient hébergées durablement dans un établissement ou service mentionné au premier alinéa de l'article 1414 B du présent code (maison de retraite, établissement de santé) ;
- les personnes autres que celles mentionnées aux 1° et 2° qui, pour une cause étrangère à leur volonté, ne peuvent affecter le logement à un usage d'habitation principale.

Dans la perspective d'utiliser les dispositifs, notamment fiscaux, mis à sa disposition pour réguler progressivement les tensions sur le marché immobilier de son territoire, la Ville de Pérols, à l'instar d'autres villes de la Métropole souhaite instaurer cette majoration et propose de la fixer à 60%.

Cette mesure, pour être applicable au 1er janvier 2023, doit faire l'objet d'un vote du conseil municipal avant le 1er octobre 2022.

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1407 ter ;

Vu le décret 2013-392 du 10 mai 2013 ;

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- Décider de majorer de 60 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale.
- Décider de charger M. le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à la majorité.

Pour : 21

Contre : 7

Philippe CATTIN-VIDAL, Muriel POIJOL, Laurent CHAMARD-BOIS, Patrick PASQUIER, Laurent TATON, Caroline SAROCHAR, Cathy PROST

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 4 octobre 2022

Le Maire,

Jean-Pierre RICO



*Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.*